

Panique budgétaire au sommet de l'Etat : ces 5 dangers pires encore que la dette (et que personne ne veut voir)

Article rédigé par *Atlantico*, le 21 mars 2024

Source [Atlantico] : Le président de la République a convoqué plusieurs de ses ministres face à ce qui est décrit comme une situation de crise aussi bien budgétaire que sondagière, *Le Figaro* évoquant l'atteinte d'une côte d'alerte.

Atlantico : Le président de la République a convoqué plusieurs de ses ministres face à ce qui est décrit comme une situation de crise aussi bien budgétaire que sondagière, *Le Figaro* évoquant l'atteinte d'une côte d'alerte. Panique budgétaire, rigueur, mur de la dette etc... La sémantique employée dans le débat public pour évoquer la situation financière de la France vous paraît-elle appropriée ?

Don Diego de la Vega : Le premier problème, me semble-t-il, c'est le mot crise. La crise, comprenons-nous bien, c'est quand on se brise une jambe au ski. Une jambe fracturée, c'est embêtant, il faut mettre un plâtre, suivre une thérapie. Six mois plus tard, cependant, on peut de nouveau gambader. La situation, en France, est très différente : elle revient de façon assez systématique, avec toujours la même fréquence, peu ou prou. Nous faisons toujours face à des prévisions de croissance trop optimistes, lesquelles engendrent un déficit plus haut que prévu puisque les recettes fiscales attendues ne sont pas là. Dans ce cas de figure, il ne faut pas parler de crise. Ce n'en est pas une. Nous reproduisons la même histoire en boucle, le même ADN de façon mécanique et c'est encore plus vrai depuis qu'Emmanuel Macron est devenu président de la République.

Nous nous basons sur des schémas de prévisions très optimistes, qui engendrent ensuite une forme de panique budgétaire ou de panique fiscale, quand l'on s'aperçoit qu'il y a un trou non anticipé dans la raquette.

Bien évidemment, le mot panique ne convient pas non plus. Ces gens-là savaient évidemment que nous n'aurions pas 1,4% de croissance, ni même 1%. Ils étaient au courant de la crise ukrainienne qui s'éternise depuis plus d'un an déjà, de la réalité d'un commerce international ou de la situation de la croissance chinoise. La réalité, dès lors, c'est que les déceptions concernant l'activité française émanent de la France plus que du contexte international. S'il fallait cependant attribuer une responsabilité extérieure, celle-ci retomberait sur l'Allemagne. Ce qui, évidemment, s'avère très difficile (sinon impossible) à envisager sur le plan diplomatico-médiatique. Après tout, dans ce domaine, nous avons affaire à des gens qui suivraient l'Allemagne jusqu'en enfer. Même face à l'évidence, même devant un certain nombre d'éléments factuels ou la conjoncture, ils se refusent à lui attribuer la moindre part de responsabilité.

[Lire la suite](#)